

« Crises en forêt : Impacts économiques et viabilité des solutions d'adaptation » : synthèse de l'atelier

Sandrine Brèteau-Amores^{1*}, Miguel Rivière²

1. Chargée de recherche. APESA, Bordeaux et associée à Université de Lorraine, Université de Strasbourg, AgroParisTech, CNRS, INRAE, BETA, 54000, Nancy, France

2. Chercheur. Université Paris-Saclay, AgroParisTech, CNRS, École des Ponts ParisTech, CIRAD, EHESS, UMR CIREN, 94130, Nogent-sur-Marne, France

* Auteur correspondant : sandrine.breteuamores@gmail.com

ORCID : 0000-0002-6545-3532

« Crises en forêt : Impacts économiques et viabilité des solutions d'adaptation » : synthèse de l'atelier

Cet article présente les résultats de la discussion sur le thème « *Crises en forêt : impacts économiques et viabilité des solutions d'adaptation* » menée lors des ateliers ReGeFor 2020.

Synopsis of the “Forest under crisis – economic impacts and viability of adaptive solutions” workshop

This article presents the results of the discussion about “Crises in forests: Economic Impacts and viability of adaptive solutions” led during the ReGe-For 2020 workshops.

Messages clés :

- Lors de sondages, la crise en forêt la plus souvent citée est celle liée à la sécheresse.
- Ces crises ont des répercussions directes sur la fourniture en bois et le contexte socioprofessionnel de la filière.
- Un meilleur dialogue entre tous les acteurs est indispensable pour mieux gérer les crises.

Mots clés : crise, économie, filière forêt-bois, société, adaptation.

Highlights:

- The forest crises most often cited in surveys are linked to drought.
- These crises have direct impacts on wood supply and the socio-professional context of the sector.
- A better dialogue between all stakeholders is indispensable to better manage crises.

Keywords: crisis, economy, wood-forest sector, society, adaptation

Citation de l'article : Brèteau-Amores, S., & Rivière, M. (2023). « Crises en forêt : Impacts économiques et viabilité des solutions d'adaptation » : synthèse de l'atelier. *Revue forestière française*, 74(2 « Ateliers ReGeFor 2020. Forêts en crise : relevons le défi ! »), 269-273. <https://doi.org/10.20870/revforfr.2023.7609>



Licence Creative Commons
Attribution - 4.0 International (CC BY 4.0)

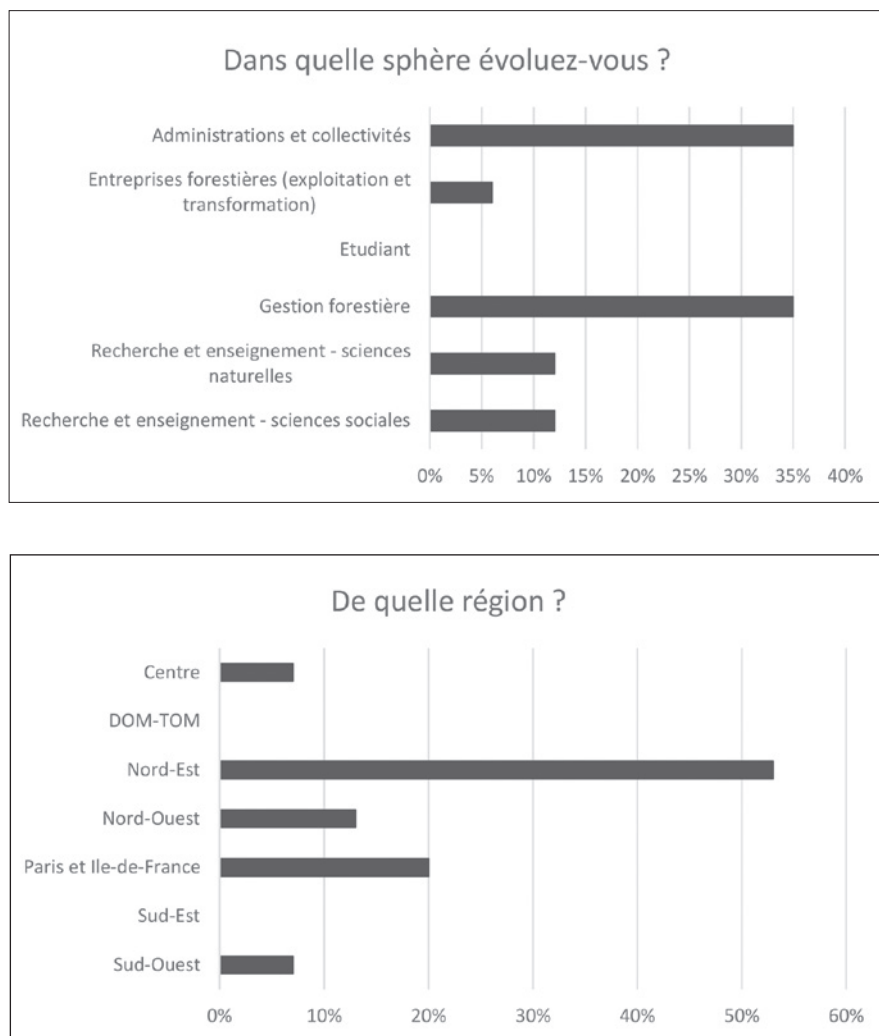
L'atelier « Crises en forêt : impacts économiques et viabilité des solutions d'adaptation » a réuni une vingtaine de participants, pour la plupart exerçant leur profession dans le Grand Est et l'Île-de-France dans les domaines de la gestion forestière, de l'administration et des collectivités. Les structures les plus représentées étaient INRAE et l'ONF¹ (figure 1, ci-dessous).

Dans la suite de cet article, nous dressons un panorama des crises perçues par les participants comme étant prégnantes dans la filière forêt-bois, et discutons brièvement les implications de ces dernières, ainsi que les solutions proposées par les participants.

QUELLES SONT LES CRISES POSSIBLES EN FORÊT ?

Le résultat du sondage présenté en figure 2 (p. 271) nous montre que la majorité des crises citées sont d'ordre naturel, et principalement abiotiques, la sécheresse étant la crise la plus souvent citée. Les réponses montrent que les participants ont une perception fidèle des grandes crises naturelles telles que les tempêtes, incendies et attaques d'insectes (notamment du scolyte), qui ont été responsables d'une perte de 8,1 % de la récolte annuelle européenne dans la période 1958-2001 (Schelhaas *et al.*, 2003) et dont les régimes et intensités continuent de s'intensifier

Figure 1 | Répartition des participants à l'atelier par domaine d'exercice de l'activité professionnelle et région géographique
NB : tous les participants n'ont pas répondu au sondage en ligne.



¹ Les autres participants provenaient de : COFOR, DSF, IGN, Coopératives forestières, Fibois Grand Est, Métropole Rouen Normandie, CNPF-IDF, Caisse phyto forêt-Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest).

en place en adéquation avec les mesures d'atténuation. Il est notamment possible de mettre en place des solutions sylvicoles. Dans le cadre de la sécheresse, il est possible de réduire l'exposition à l'aléa en réduisant la durée de révolution du peuplement, de diminuer la densité du peuplement afin d'augmenter la disponibilité en eau pour les arbres restants, d'augmenter la diversité structurelle ou en termes de composition, voire de changer d'essences afin de choisir celles étant mieux adaptées au nouvel environnement.

Les autres crises naturelles ont également des conséquences économiques semblables à celles décrites à travers l'exemple de la sécheresse (prise seule ou en interaction avec d'autres risques) : dévalorisation des bois à travers une perte d'offre, de valeur et/ou de qualité des bois.

CRISE ÉCONOMIQUE PAR LA DEMANDE DE BOIS

Les crises naturelles ont aussi des répercussions économiques du côté de la demande de bois. Les participants avancent que, d'un côté, les débouchés industriels permettant de valoriser les bois post-dommages (ex. bois post-tempête de 1999 ou actuellement scolytés) sont trop peu utilisés et limités en termes de volume (panneaux et papier) alors que, d'un autre côté, la disponibilité du bois est forte en cas de crise majeure. En résultent des prix faibles pour les bois récupérés et une difficulté pour les acteurs économiques à les valoriser compte tenu des autres coûts à supporter. Cette perte ou cette absence de débouchés conduit alors certains bois à n'être valorisés que par leur volume, c'est-à-dire que leur qualité (résiduelle) n'est plus prise en compte et, dans un même lot, peuvent se trouver du bois d'œuvre et du bois d'industrie. Dans un tel contexte de marché déstabilisé, d'après les participants, il est courant pour les propriétaires de s'interroger sur la meilleure manière de valoriser leurs peuplements arrivant en éclaircie.

De manière plus générale, le manque de débouchés semble inciter les participants à rechercher des alternatives permettant de valoriser la forêt gérée autrement que par la commercialisation du bois. La question de l'établissement de paiements pour services environnementaux, où le gestionnaire est rémunéré pour la provision d'un service écosystémique par celui qui en bénéficie, a été soulevée lors des discussions. Un exemple peut se trouver dans le cas du Label Bas Carbone, un cadre de certification de projets forestiers en faveur du climat dans le contexte d'une compensation carbone volontaire. Depuis plusieurs années, ce dernier apporte des financements à des projets forestiers permettant de séquestrer plus de carbone tout en apportant parfois des cobénéfices (ex. biodiversité), et de plus en plus de méthodes de gestion sont éligibles au sein du label. D'autres initiatives de valorisation incluent

les marques locales, parfois adossées à des parcs naturels, ou encore le label forêt d'exception.

CRISE DES FORESTIERS ET DE LA FILIÈRE

D'autres crises, d'ordre socioprofessionnel, ont été relevées par les participants. Un certain nombre de métiers forestiers sont difficiles et souffrent d'un manque d'attractivité (comme celui de bûcheron). Il en résulte un recours de plus en plus important à une main-d'œuvre souvent en provenance des pays de l'Est. D'après les participants, cette dernière est souvent moins qualifiée, ce qui peut mener à une augmentation du nombre d'accidents du travail (par exemple, il y a eu plus de 5 morts en 2019 en raison de chutes de branches mortes, ce qui n'arrivait que très peu auparavant) et à une diminution de la qualité du travail effectué. Les participants expriment également un besoin de formation pour ces travailleurs, étant nécessaire pour mener à bien les chantiers dans les meilleures conditions. Ils soulèvent également que le recours à cette main-d'œuvre se fait le plus souvent de manière ponctuelle, ce qui rend difficile le suivi des projets sur le long terme.

Les participants font part d'un besoin d'accompagnement des forestiers à la fois sur les plans financier, humain et psychologique (contrecoup psychologique des impacts du changement climatique, mais aussi du changement pour s'adapter aux nouvelles conditions naturelles). Dans un contexte où les pratiques sont en pleine mutation afin de faire face aux impacts du changement climatique, les participants semblent s'inquiéter d'une possible limitation des moyens alloués notamment à l'Office national des forêts.

CRISE SOCIALE

Alors que de multiples crises semblent se manifester en forêt, les participants notent que les attentes de la société civile envers les forêts et ceux qui les gèrent, tant dans la sphère privée que publique, n'ont jamais été aussi fortes. Ces dernières sont notamment visibles au travers de l'utilisation accrue de l'espace forestier pour des activités récréatives, des mouvements citoyens pour la protection des écosystèmes et des débats émergents autour des pratiques dites de « coupe rase ».

Pour satisfaire ces demandes, il est de plus en plus attendu des gestionnaires (publics comme privés) de faire preuve de transparence et de pédagogie dans leurs pratiques, afin que ces dernières soient comprises et acceptées par la population, en particulier au niveau local, où les coupes peuvent susciter des oppositions. C'est notamment le cas

lors de coupes dites sanitaires réalisées sur des arbres ou peuplement endommagés (insectes, sécheresses) faisant peser un risque sur les activités récréatives.

Selon les participants à l'atelier, ce dialogue est rendu difficile par le manque de vision systémique de la forêt et de la filière bois de la part de la société civile, qui s'en tient, selon eux, trop souvent à des positions « pro-environnement », délaissant les préoccupations économiques, notamment importantes pour les propriétaires privés, et ce alors que des investissements sont nécessaires afin de faire perdurer une gestion active des forêts permettant d'atteindre les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique avec un besoin impérieux d'anticipation (par exemple, en coupant ou remplaçant certaines parcelles dépréssantes).

En cas de problème sanitaire (ex. arbres endommagés) pouvant avoir des conséquences en termes de santé publique (ex. chenilles processionnaires), la société civile réclame parfois à l'inverse la coupe des arbres. Cependant, cette dernière n'agit pas sur la source du problème et n'en traite que les symptômes. Cet exemple est, selon les participants, une illustration des incompréhensions auxquelles les forestiers doivent faire face.

Il y a donc un dialogue à rétablir entre forestiers et société. Les participants à l'atelier suggèrent que ce dernier doit avoir lieu sur le terrain. En effet, comme l'exposent Deuffic et Banos (2022), parler de forêt en forêt est cohérent et permet d'expliquer et de comprendre les problèmes en les observant directement, ce qui se révèle souvent plus constructif et engendre moins de confrontations.

Du côté de la recherche, il serait intéressant de mettre en place des travaux ayant pour objectif de mieux comprendre les perceptions (et leurs déterminants sous-

jacents) qu'ont les acteurs de la filière, y compris les usagers non-professionnels, de la manière dont sont gérés les espaces forestiers dans un contexte de crises multiples. Par ailleurs, les approches de Living Lab, qui se développent ces dernières années dans les domaines agricoles et forestiers, offrent une opportunité pertinente de faire entrer les acteurs dans la recherche, et de coconstruire et diffuser la connaissance. ■

RÉFÉRENCES

Comité des Forêts et de l'Industrie Forestière, COFFI (2020). *Le marché du bois en France. Situation actuelle et perspectives à court terme*. COFFI, Genève, 4-6 novembre 2020.

Deuffic, Ph., & Banos, V. (2022). Les catastrophes naturelles en forêt. Temporalisation ou accélération des changements de pratiques ? Conférence présentée aux « Ateliers ReGeFor 2020. Forêts en crise : relevons le défi ! ». [En ligne] disponible sur : <https://journees.inrae.fr/regefor/content/download/4152/49187/version/1/file/11-Regefor-Presentation-+Deuffic-Banos.pdf> ; <https://www.youtube.com/watch?v=iuCxzSwowQs>

Schelhaas, M.-J., Nabuurs, G.-J., & Schuck, A. (2003). Natural disturbances in the European forests in the 19th and 20th centuries. *Global Change Biology*, 9(11), 1620-1633.

Seidl, R., Thom, D., Kautz, M., Martin-Benito, D., Peltoniemi, M., Vacchiano, G., Wild, J., Ascoli, D., Petr, M., Honkaniemi, J., Lexer, M.J., Trotsiuk, V., Mairota, P., Svoboda, M., Fabrika, M., Nagel, T.A., & Reyer, C.P.O. (2017). Forest disturbances under climate change. *Nature Climate Change*, 7(6), 395-402. <https://doi.org/10.1038/nclimate3303>